



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

campagnes électorales

Question au Gouvernement n° 2684

Texte de la question

CAMPAGNE ÉLECTORALE

M. le président. La parole est à M. Sébastien Huyghe, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Sébastien Huyghe. Monsieur le président, mes chers collègues, j'associe à ma question l'ensemble des parlementaires UMP et UDI du Nord et du Pas-de-Calais qui ont cosigné un courrier à Manuel Valls. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre, mais comme il a déserté afin de mener de manière scandaleuse la campagne pour le parti socialiste aux frais de la République (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP – Protestations sur divers bancs du groupe SRC.*), il se trouvera certainement un ministre pour la lui transmettre.

Monsieur le Premier ministre, vous paniquez à l'approche des élections départementales car les Français s'apprêtent à vous administrer la plus grande claque électorale que vous ayez jamais reçue ! Cette peur panique vous fait faire n'importe quoi : depuis trois semaines, vous ne savez nous parler que du Front national, en tentant de le faire monter dans la grande tradition mitterrandienne pour essayer de gêner la droite de gouvernement. (« *Eh oui !* » *sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) François Mitterrand lui avait fait passer la barre des 10 %, Lionel Jospin la barre des 20 % ; vous tentez vous-même de lui faire franchir pour la première fois la barre des 30 % !

M. Emeric Bréhier. Vous n'avez pas honte ?

M. Sébastien Huyghe. Depuis trois semaines, pour des raisons uniquement électoralistes, vous multipliez les effets d'annonce avec vos différents plans – plan pauvreté, plan politique de la ville, plan collèges, plan ruralité
-,...

M. Pascal Popelin. Tout ce que vous n'avez pas fait !

M. Sébastien Huyghe. ...jonglant avec des milliards dont vous n'avez pas le premier euro comme un joueur de bonneteau avec les cartes sur un trottoir de Paris !

Depuis trois semaines, vous multipliez les déplacements électoraux aux frais de la République, sous couvert de prétextes fallacieux inventés à la va-vite en fonction des lieux et des circonstances, comme demain à Lille où, tout à coup, il est devenu urgent de signer un protocole d'accord État-région...

M. Bernard Roman. Un contrat de plan !

M. Sébastien Huyghe. ...et où vous utiliserez encore les moyens de la République pour faire campagne à bon

compte, comme la semaine dernière dans l'Aisne ou aujourd'hui en Meurthe-et-Moselle.

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous respecter la République et les républicains dont vous vous prévaluez à longueur de temps, mais dont vous trahissez en permanence et l'esprit, et l'idéal, et les usages en utilisant sans vergogne les moyens de la République pour faire une campagne électorale au seul profit du Parti socialiste ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI – Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.

M. Jean-Marie Le Guen, *secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.* Monsieur le député Sébastien Huyghe, j'ai cru percevoir dans votre question, à travers les différents thèmes que vous avez abordés, une certaine inquiétude. Je ne peux malheureusement pas y répondre s'agissant de votre propre campagne électorale, dont il eût été utile que vous nous disiez quelques mots.

Néanmoins, vous seriez le premier, monsieur le député, à vous interroger si l'État, sous prétexte que nous sommes en campagne électorale, ne devait plus se manifester, ne devait plus suivre les grands chantiers de réformes que nous avons engagés ni répondre aux urgences qui sont les nôtres.

Vous parlez du contrat de plan État-région en Nord-Pas-de-Calais : j'imagine que votre interrogation est en quelque sorte un hommage à ce plan. Celui-ci va être signé après que le Premier ministre a lui-même, ces derniers mois, signé d'autres contrats de plan, qu'il s'agisse de la Normandie, de l'Île-de-France ou du Languedoc-Roussillon. C'est tout simplement l'action de l'État, un État qui renforce la solidarité de nos territoires, soutient notre économie et le développement de notre pays.

Par ailleurs, s'agissant du financement de la campagne électorale, vous avez repris plusieurs thèmes qui sont ceux avancés par une autre formation politique, plus à droite que la vôtre et que vous prenez aujourd'hui quelque peu à la remorque.

Je croyais que l'expertise particulière de l'UMP en matière de financement des campagnes électorales était désormais acquise ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

M. Michel Lefait. Excellent !

M. Jean-Marie Le Guen, *secrétaire d'État.* Néanmoins, je vous répondrai simplement que l'ensemble des réunions publiques et des déplacements du Premier ministre comme de l'ensemble des ministres est pris en charge par leur formation politique, à l'exception près de la sécurité des personnes – pour les responsables de la majorité comme de l'opposition –, dont vous comprendrez qu'elle soit assurée par l'État. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRD et écologiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Huyghe](#)

Circonscription : Nord (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2684

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 mars 2015](#)